

Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte (VVD), remporte les élections législatives pour la quatrième fois consécutive

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), parti libéral du Premier ministre sortant, Mark Rutte, a remporté pour la quatrième fois consécutive les élections législatives aux Pays-Bas. Le parti a obtenu 35 sièges à la Chambre des Etats généraux, chambre basse du Parlement (+2 par rapport au précédent scrutin législatif du 15 mars 2017). En raison de la situation sanitaire, le scrutin s'est en effet tenu sur trois jours, entre le 15 et le 17 mars, de façon à ce que les personnes fragiles puissent disposer du temps et de l'espace nécessaires pour accomplir leur devoir civique. Les personnes âgées de plus de 70 ans avaient été invitées à voter par correspondance.

« Les électeurs des Pays-Bas ont accordé à mon parti un vote de confiance massif. J'en suis très fier » a affirmé Mark Rutte à l'annonce des résultats., ajoutant « fier de ce que nous avons accompli au cours des dix dernières années aux Pays-Bas ».

Les Démocrates 66 (D66), dirigés par la ministre du Commerce extérieur et du Développement de la coopération, Sigrid Kaag, qui regroupe les libéraux réformateurs de centre gauche, ont pris la deuxième place avec 23 sièges (+ 4). Ce résultat, le plus élevé jamais atteint par D66, constitue la surprise de ce scrutin.

« Je vois la confiance que nous avons reçue comme une confirmation que nous sommes le seul parti progressiste à avoir exercé une influence ces dernières années » a déclaré Sigrid Kaag à l'issue du scrutin.

Les D66 ont attiré des électeurs de droite mais surtout de gauche. Les partis de cette tendance politique ont en effet réalisé de piètres performances lors de ce scrutin.

Le Parti du travail (PvdA), conduit par Lilianne Ploumen qui, en janvier dernier, a dû remplacer Lodewijk Asscher, ancien ministre des Affaires sociales (2012-2017) et démissionnaire[1], et le Parti socialiste (SP), parti de gauche radicale de Lilian Marijnissen, ont remporté chacun 9 élus (soit un maintien pour le PvdA et un recul de 5 sièges pour le SP). La Gauche verte (GL), parti écologiste emmené par Jesse Klaver, a vu son nombre d'élus quasiment divisé par deux : 8 sièges (- 6).

Comme en 2017, le déclin de la gauche est surtout celui du PvdA, longtemps leader de la gauche et qui ne progresse pas. Comme l'écrit Cas Mudde, professeur à l'université de Géorgie aux États-Unis, « le Parti du travail néerlandais est touché par la « pasokification » qui, à chaque élection, réduit l'influence des partis sociaux-démocrates, par exemple le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) en Grèce ou le Parti socialiste (PS) en France ».

Le Parti de la liberté (PVV), parti populiste de droite de Geert Wilders, a pris la troisième place avec 17 députés (- 3). « Une chose est sûre, plus nous serons forts, plus les gens voteront pour mon parti, plus il sera difficile de nous exclure » a répété Geert Wilders lors de la campagne. Chris Aalberts, chercheur en science politique de l'université Erasmus de Rotterdam, estime au contraire que « le programme de Geert Wilders, discriminatoire à l'égard des musulmans et des personnes possédant un second passeport, a été rédigé de manière à ce que Geert Wilders soit assuré de ne jamais faire partie du gouvernement et qu'il puisse rester dans l'opposition. Car c'est ce qu'il préfère ».

[1] Il est accusé, avec d'autres, d'avoir fermé les yeux sur des dysfonctionnements qui ont conduit à l'accusation, à tort, de 26 000 familles de fraude aux allocations familiales entre 2013 et 2019. Ces familles ont été sommées de rembourser des dizaines de milliers d'euros soi-disant perçus de façon indue, ce qui a conduit de nombreuses personnes à quitter leur domicile, à travailler plus pour trouver l'argent nécessaire ou à faire face à des situations extrêmement difficiles.

Élections législatives aux Pays-Bas

17 mars 2021

Le Forum pour la démocratie (FvD), autre parti populiste de droite dirigée par Thierry Baudet, a remporté 8 sièges (+ 6). « *Le Forum pour la démocratie a réussi à se démarquer : il est le seul parti à faire campagne sur le conspirationnisme, il explique que le gouvernement cherche à tuer les libertés individuelles en se servant de la crise sanitaire. Au moins la moitié de l'électorat de Thierry Baudet croit en ces thèses conspirationnistes, pense que le virus a été créé pour museler les citoyens* » analyse Sarah de Lange, professeur de science politique de l'université d'Amsterdam.

L'Appel chrétien-démocrate (CDA), parti de centre-droit membre du gouvernement sortant et dirigé par Wopke Hoekstra, a remporté 15 sièges (-4). Autre membre de la coalition sortante, l'Union chrétienne (CU) de Gert-Jan Segers, se maintient avec 5 députés.

Le Parti des animaux (PvdD) a remporté 6 sièges (+ 1) ; le Parti politique réformé (SGP), qui regroupe l'électorat protestant orthodoxe (calvinistes de stricte obédience)

et Denk (Penser), qui prône le multiculturalisme et la décolonisation, ont obtenu chacun 3 élus ; 50 Plus, parti qui lutte pour la défense des intérêts des retraités, a obtenu 1 député (- 3).

Enfin, 4 nouveaux partis font leur entrée à la Chambre basse : le parti pro-européen Volt Nederland a remporté 3 sièges ; Juiste Antwoord 2021 (Bonne réponse, 2021, JA21), parti de droite auquel appartiennent d'anciens membres du FvD, 3 élus ; Bij1 (Ensemble), parti anti-raciste et anticapitaliste fondé par l'ancienne membre de Denk Sylvana Simons, a remporté 1 siège comme le Mouvement paysan-citoyen (BoerBurgerBeweging, BBB).

Au total, 17 partis seront donc représentés au sein de la nouvelle Chambre des Etats généraux, un chiffre égal à celui du parlement issu des élections de... 1918.

Le taux de participation a été l'un des plus élevés enregistrés dans le royaume batave : 82,6%.

Résultats des élections législatives des 15-17 mars 2021 aux Pays-Bas

Participation : 82,6%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage de suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	2 249 988	21,91	35
Démocrates 66 (D66)	1 535 624	14,95	23
Parti de la liberté (PVV)	1 116 037	10,87	17
Appel chrétien-démocrate (CDA)	981 867	9,56	15
Parti socialiste (SP)	617 746	6,01	9
Parti du travail (PvdA)	585 630	5,70	9
Gauche verte (GL)	520 994	5,07	8
Forum pour la démocratie (FvD)	516 723	5,03	8
Parti des animaux (PvdD)	391 166	3,81	6
Union chrétienne (CU)	347 898	3,39	5
Volt Nederland	245 632	2,39	3
Juiste Antwoord 2021 (JA21)	243 669	2,37	3
Parti politique réformé (SGP)	214 830	2,09	3
Denk	204 969	2	3
50 Plus	105 571	1,03	1
Mouvement paysan-citoyen (BoerBurgerBeweging, BBB)	103 526	1,01	1
Bij1	83 601	0,81	1
Autres	204 779	12,87	0

Source : <https://www.verkiezingsite.nl>

« La principale question de ces élections est de savoir qui peut le mieux diriger ce pays dans la crise du coronavirus » avait indiqué Mark Rutte durant la campagne électorale. « Le Premier ministre sortant profite du phénomène « Rally around the flag », qui veut que dans un moment de guerre ou de crise, les gens soutiennent le gouvernement en place par instinct de conservation et par sécurité » a indiqué Meindert Fennema, professeur émérite de sciences politiques de l'université de d'Amsterdam. « Je pense qu'en général,

les gens sont satisfaits de la façon dont la crise de Covid-19 est gérée. Bien sûr, il y a des critiques, mais je dirais qu'il s'agit de critiques mineures. Les gens estiment que Mark Rutte gère correctement la crise. Ils veulent qu'il reste jusqu'à la fin de cette crise et nous verrons ce qui se passera après » a souligné Chris Aalberts, politologue, ajoutant « De nombreuses personnes s'attendent à ce que le gouvernement à venir reste en place pendant un an, ou un an et demi, jusqu'à ce que la crise se termine.

Quand elle sera finie, alors nous aurons de véritables élections »

Agé de 54 ans et originaire de La Haye, Mark Rutte est diplômé d'histoire de l'université de Leyde et diplômé de l'International Institute for Management Development de Lausanne. Il a commencé sa carrière professionnelle chez Unilever, société dans laquelle il a travaillé au service des ressources humaines avant de devenir, en 2002, secrétaire d'Etat à l'Emploi et à la Sécurité sociale dans le gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende (CDA). En 2004, il est nommé secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle et à l'Enseignement supérieur. En 2006, il prend la tête du VVD qu'il conduit, le 9 juin 2010, à la victoire lors des élections législatives. 4 mois plus tard, Mark Rutte devient le premier chef de gouvernement libéral des Pays-Bas depuis 1913. Il est reconduit à ce poste à l'issue des élections du 12 septembre 2012. La coalition gouvernementale qu'il forme alors avec le PvdA est la première depuis 2002 à durer toute une législature. Mark Rutte mène de nouveau le VVD à la victoire lors du scrutin législatif du 15 mars 2017. Il forme alors un gouvernement qui rassemble 4 partis (VVD, CDA, D66 et CU) qui dirigera le pays pendant toute la législature,

même si le gouvernement gère les affaires courantes depuis janvier. Mark Rutte, surnommé Teflon Mark pour sa capacité à esquiver les crises, devrait être reconduit à son poste.

« Ces élections législatives constituent une victoire pour les partis du centre, elles n'ont pas apporté de changement pour les partis de droite radicale qui ne dépassent pas 18% de suffrages habituels et elles sont un échec pour les partis de la gauche radicale » a analysé Tom-Jan Meeus, journaliste politique au quotidien *NRC Handelsblad*. Pas de grands changements donc à l'issue du scrutin, néanmoins le Premier ministre Mark Rutte, libéral très soucieux de rigueur budgétaire, pourrait être amené à infléchir quelque peu ses positions européennes sous la pression de D 66.

Quelques jours avant le scrutin, il a déclaré qu'il lui « semblait évident » de faire alliance à nouveau avec D66. Il doit néanmoins trouver 2 autres partenaires pour être en mesure de diriger les Pays-Bas et avoir la majorité absolue (76 sièges des 150 députés). En effet, avec le CDA, la coalition ne totaliserait que 74 sièges ; avec le CDA et CU, 78 sièges.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.